

La Haute représentante de l'UE, Fédérica Mogherini, affirme le droit au BDS

29 octobre | [ECCP](#) | Traduction : JPB pour l'AURDIP

Fédérica Mogherini, Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, a condamné les attaques contre les défenseurs des droits humains et affirmé les droits des citoyens européens à la liberté d'expression et d'association, y compris par la participation au mouvement sous direction palestinienne [Boycott, Désinvestissement et Sanctions \(BDS\)](#).

En [réponse](#) à une question de la députée Martina Anderson pour savoir si la Commission de l'UE s'engagera à défendre le droit des militants BDS à exercer leur liberté démocratique d'expression, la Haute représentante a répondu ;

« L'UE se situe fermement dans le soutien à la liberté d'expression et d'association conformément à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui s'applique sur le territoire des Etats membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions BDS menées sur ce territoire ».

Mogherini a aussi affirmé que "La liberté d'expression, comme le souligne la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'homme, s'applique aussi aux informations ou aux idées « qui choquent ou dérangent l'Etat ou tout secteur de la population. »

Après avoir échoué à gêner le soutien croissant et l'impact du mouvement BDS dans le grand public, [Israël a lancé une campagne antidémocratique sans précédent](#) pour faire taire le militantisme pour les droits palestiniens et mettre le BDS hors la loi.

Les attaques d'origine israélienne contre le mouvement BDS font pression sur les gouvernements, les législateurs et les

responsables [pour combattre l'activité BDS par des mesures répressives](#) qui menacent les libertés civiles et politiques en général.

Interrogée à propos du jugement de la commission à propos des déclarations du Ministre du renseignement israélien Yisrael Katz pour qui des "éliminations civiles ciblées" devraient être accomplies contre les leaders palestiniens et internationaux du mouvement BDS, la Haute représentante de l'UE a déclaré que « l'UE condamne fermement, en toutes circonstances, les menaces et la violence contre les défenseurs des droits humains. »

Riya Hassan ; directrice de campagne pour l'Europe du Comité National Palestinien BDS (BNC), la grande coalition de la société civile palestinienne à la tête du mouvement BDS mondial, a commenté :

« Nous saluons la défense tardive de l'UE du droit des citoyens européens et autres à être solidaires des droits palestiniens, y compris par les tactiques du BDS. Cependant la société civile palestinienne escompte que l'UE respectera ses obligations conformes au droit international et à ses propres lois en, au minimum, imposant un embargo militaire à Israël, en bannissant les sociétés qui font des affaires avec les colonies illégales israéliennes, et en suspendant l'accord d'association EU-Israël jusqu'à ce qu'Israël se conforme à la clause de l'accord sur les droits humains. »

Une lettre signée par plus de [30 députés européens](#) avait appelé Fédérica Mogherini à prendre des dispositions pour assurer la liberté d'expression du mouvement sous direction palestinienne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour la justice et l'égalité et pour la reconnaissance comme défenseur des droits humains d'Omar Barghouti, cofondateur du mouvement BDS.

Cette lettre fait écho à l'augmentation des appels de la société civile pour protéger la liberté d'expression des

militant-e-s et des organisations impliquées dans les activités BDS pour les droits palestiniens, selon le droit international.

Plus de [350 organisations européennes pour les droits humains](#), syndicats, églises et partis politiques, ont appelé l'Union européenne à défendre les citoyens et les organisations à boycotter Israël en réponse à son occupation et aux violations des droits des Palestiniens.

Les représentants des gouvernements suédois, hollandais et irlandais ont défendu publiquement le droit de soutenir et faire campagne par le BDS pour les droits des Palestiniens conformes au droit international.